



GLOBAL ORGANIZATION OF PARLIAMENTARIANS AGAINST CORRUPTION  
ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE PARLAMENTARIOS CONTRA LA CORRUPCIÓN

# RAPPORT ANNUEL 2010-2011







## Table des matières

Un message de notre président .....	2
Un message du PDG et fondateur de GOPAC .....	4
Aller de l'avant .....	8
Conférence mondiale des parlementaires contre la corruption .....	9
Partenariats et collaborations .....	11
Communication de l'information .....	12
Secrétariat mondial .....	14
Conseil des directeurs .....	15
Bailleurs de fonds.....	16
Rapport des vérificateurs indépendants .....	17
Résumé financier .....	19



## Un message de notre président



Pour GOPAC, 2010-2011 a été une année de réflexion interne. Nous avons examiné le travail accompli et établi un plan visant à motiver et à inspirer les parlementaires partout dans le monde à lutter pour une société exempte de corruption.

Parmi nos nombreuses réalisations, nous comptons notre Conférence mondiale bisannuelle des parlementaires contre la corruption, la plus réussie à ce jour. Tenue en mars 2011 à Mexico, la Conférence a prouvé que GOPAC est une organisation énergique formée de membres dévoués et persévérants. Les hôtes de notre conférence, la section mexicaine et le Sénat mexicain, ont organisé un événement dont nous pouvons tous être fiers – où les membres de GOPAC, les membres possibles et les parties intéressées ont pu se réunir pour étudier les problèmes et chercher des solutions.

Pour faire suite à cette conférence, nos hôtes mexicains ont continué à faire preuve du grand professionnalisme requis pour accueillir un tel événement d'envergure internationale. Sous la direction du président de la section et vice-président de GOPAC, le sénateur Ricardo García Cervantes, l'équipe a fourni de la documentation de qualité soulignant le dévouement des membres de GOPAC et de tous les bénévoles.

De plus, cette année, GOPAC a gagné la confiance et le soutien d'importants bailleurs de fonds dans le monde du développement. Le gouvernement du Koweït a généreusement apporté son appui en accordant à GOPAC un financement sur trois ans à partir de juin 2011. En outre, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) nous a apporté le soutien nécessaire pour prendre de l'expansion et travailler sur un nouveau modèle organisationnel. Grâce à ces financements, nous avons décidé d'accroître les ressources de notre secrétariat mondial à Ottawa en embauchant du personnel permanent afin d'aider nos membres partout dans le monde. Nous avons également adopté un plan quinquennal qui a ouvert la porte à de nouvelles possibilités pour GOPAC de même qu'à la promesse de la mise sur pied de sous-sections dans les sections existantes et dans des pays qui ne sont pas encore membres de GOPAC.

GOPAC n'aurait pu réussir sans l'aide de partenariats sérieux qui font en sorte que notre message de lutte contre la corruption soit transmis le plus largement possible. GOPAC a tissé des liens solides avec bon nombre de joueurs de l'échiquier mondial axés sur les mêmes problèmes et nous avons continué à resserrer ces liens cette année.



Enfin, je tiens à souligner le travail de nos sections nationales et régionales pour le dévouement dont elles ont fait preuve cette année dans le but de faire avancer notre programme de lutte contre la corruption à l'échelle locale. C'est là où naissent les vraies collaborations qui mèneront le changement. Dans les années à venir, j'invite les membres à maintenir leur détermination et leur lutte contre la corruption grâce à tous les outils que GOPAC contribue à élaborer et à rendre disponibles.

Je souhaite beaucoup de succès à tous les membres, aux sections et aux groupes de travail mondiaux et je me réjouis de savoir que nous travaillerons ensemble à bâtir des défenses solides contre la corruption.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Naser Al Sane', written over a horizontal line.

Naser Al Sane  
Président de GOPAC



## Un message du PDG et fondateur de GOPAC



Le printemps arabe de 2011 a été une révolution au Moyen-Orient que peu de gens ont vu venir. Comme tous les grands événements, on peut retracer les origines de celui-ci dans une toute petite étincelle, ici, l'auto-immolation de Mohamed Bouazizi. M. Bouazizi était un simple marchand en Tunisie dont le seul désir était de nourrir et de vêtir sa famille. Le harcèlement constant de la police, dont la saisie de sa propriété et de sa marchandise, accompagnée des insultes et de l'humiliation, l'a finalement mené à prendre des mesures extrêmes : s'enlever la vie.

Cet acte de courage et de désespoir a trouvé un écho dans une large portion de la société tunisienne, des gens qui cherchent à se sortir de la pauvreté et de la détresse. Ils n'avaient pas d'avenir, seulement la corvée quotidienne du dur labeur leur permettant à peine de gagner assez pour nourrir leur famille. Cette frustration la poudre attendant d'être enflammée par une étincelle, comme celle de Mohamed Bouazizi. Son geste d'oubli de soi a galvanisé l'opinion publique voulant que la vie était ce qu'elle était, qu'elle n'en valait pas la peine et que mourir pour un avenir meilleur était plus avantageux. Les émeutes ont suivi, et en quelques jours, le président Ben Ali et sa famille ont fui la Tunisie.

Les trois éléments nécessaires à la révolution étaient en place : une riche élite ayant acquis et maintenu son pouvoir grâce à la corruption, une population écrasée désireuse de s'exprimer, mais à laquelle on refuse la parole, et une étincelle qui a témoigné du sentiment de la masse. C'est la révolution!

Et cette formule allait se répéter dans tout le Moyen-Orient. De la Tunisie, le mouvement a joint l'Égypte, puis la Lybie, où la lutte a été féroce. D'autres pays ont connu des soulèvements populaires, certains fructueux, d'autres non. Et la Syrie, au moment d'écrire ces lignes, est un bain de sang dont la fin demeure incertaine. Mais nous savons qu'en fin de compte, dans l'analyse finale, le peuple va gagner. Si ce n'est pas cette fois, ce sera la prochaine – ou la fois suivante. Mais le peuple va s'en sortir gagnant.





Tout ceci m'amène à la lutte contre la corruption, qui est également la lutte contre la tyrannie – parce que les deux vont de pair. La corruption détourne les richesses des gens non représentés vers les riches, qui s'en servent pour établir la base de leur pouvoir. Plus de richesse et de pouvoir creuse encore davantage les disparités. L'élite renforce sa position privilégiée en s'assurant que les règles protègent leur situation jusqu'à ce qu'un jour, une étincelle, une révolution... et le dictateur tombe.

GOPAC cherche à empêcher les gouvernements entourés par une élite dirigeante de s'incruster dans une situation privilégiée dans leur société. Le privilège de gouverner vient avec la responsabilité de servir. Les parlementaires, élus par le peuple, ont la responsabilité de faire en sorte que le gouvernement serve le peuple, et non pas lui-même. Malheureusement, dans beaucoup trop de parties du monde, ce concept est vraiment étrange, là où remporter des élections est considéré comme gage de bonne fortune et de richesse – une richesse obtenue grâce à la corruption, aux dépens du peuple qui a voté pour ce qu'il croyait être un gouvernement honnête qui offrirait de l'éducation, les emplois et les services, comme les soins de santé, que tout le monde veut.

GOPAC défend les parlementaires qui recherchent l'éthique et l'honnêteté de la part du gouvernement. Je crois que dans tous les pays, peu importe le niveau de corruption et de dictature, il y a des élus désireux de servir leur société en contrôlant la corruption, mais qui ne peuvent agir seuls. Ils ont besoin d'une coalition pour lutter contre la corruption et d'un programme politique pouvant être mis en œuvre en ce sens.

GOPAC représente cette coalition, et GOPAC a les programmes voulus pour lutter contre la corruption. Grâce à ses groupes de travail mondiaux (GTM) formés de parlementaires de partout dans le monde et axés sur des programmes politiques visant à éviter et à enrayer la corruption, des progrès peuvent être accomplis. GOPAC est un phare pour les parlementaires déterminés à servir leurs citoyens avec honnêteté et intégrité.

Par leur participation à GOPAC, les parlementaires peuvent bâtir une coalition assez solide pour forcer les gouvernements à rendre des comptes, et les gouvernements qui rendent des comptes serviront la société plutôt que de voler ses richesses.

Contrôler la corruption est la cause la plus noble à laquelle un parlementaire peut se consacrer et sensibiliser la population. À mesure que GOPAC grandit et rassemble plus de parlementaires, sa capacité, grâce à l'engagement de ses membres, apportera la primauté du droit, l'éducation, la prospérité et les services aux sociétés qui ne peuvent qu'en rêver pour le moment.



---

L'année 2011 a été une année décisive pour GOPAC. Nous avons tenu une conférence mondiale à Mexico, et nous tenons à remercier nos hôtes, le Congrès et le gouvernement du Mexique. La conférence a montré au monde que les parlementaires étaient prêts à lutter contre la corruption, des parlementaires qui ont reconnu leur responsabilité d'être des chefs de file dans leur société respective. La conférence a également donné aux parlementaires la possibilité de voir qu'ils n'étaient pas seuls dans leur bataille, et qu'ils avaient de nombreux amis autour du monde déterminés à faire la même chose. Des parlementaires unis par des institutions comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Groupe Banque mondiale, les agences de développements et d'autres – tous sur la même longueur d'ondes pour lutter contre la corruption afin de bâtir des sociétés prospères.

Nous avons également eu quelques problèmes en coulisse. Il a été extrêmement difficile de trouver du financement au printemps 2011 et nous tenons à remercier l'Agence de développement international du Canada (ACDI) pour le prolongement de son financement, qui nous a permis de poursuivre nos activités. Peu après, le gouvernement du Koweït a accordé à GOPAC une bourse de 2 millions de dollars par année pour trois ans.

Grâce à ce financement, nous avons pu établir un secrétariat permanent à Ottawa, au Canada, afin de répondre aux besoins de nos membres dans les années à venir. Notre objectif est de servir nos membres et les sections régionales.

Je remercie le personnel du Secrétariat, dont les membres sont déterminés à faire de GOPAC un organisme de niveau mondial, chef de file dans la lutte contre la corruption. Grâce à leurs efforts visant à soutenir nos membres, nous sommes beaucoup plus efficaces dans notre travail.

Je tiens également à remercier les nombreux parlementaires de partout dans le monde qui ont offert bénévolement leurs services à GOPAC en vue de la création des sections et des projets visant à lutter contre la corruption dans leur pays. C'est là où la lutte contre la corruption a lieu. Au parlement, dans les comités, par l'engagement de la société dans les dossiers politiques, en donnant une voix au chapitre à ceux qui aspirent à un monde meilleur!

De plus en plus de parlementaires se rallient à notre cause. Notre coalition contre la corruption prend de l'ampleur et devient plus efficace. Les parlementaires sont les dirigeants du monde et l'heure est venue pour eux de se serrer les coudes et de faire du monde un endroit meilleur où chacun peut trouver la paix, la prospérité et un bel avenir.





Et ce n'est qu'un début. L'avenir est à nos portes. Grâce à GOPAC, cet avenir peut être meilleur et plus prometteur pour des millions de personnes parce que des parlementaires ont uni leurs efforts sous l'égide de GOPAC afin d'enrayer la corruption.

J'ai hâte de vous rencontrer à nouveau à l'occasion de notre prochaine conférence mondiale, qui aura lieu à Manille en janvier 2013. N'oubliez pas d'y inviter vos amis.

Je vous souhaite tout le meilleur,

A handwritten signature in cursive script that reads "John G. Williams".

John G. Williams  
Député fédéral retraité (Canada)  
PDG - GOPAC.



## Aller de l'avant



### Plan d'action de GOPAC

Élargir le réseau des membres de GOPAC et aider à la création de nouvelles sections nationales formées de parlementaires actifs, et leur permettre de jouer un rôle concret dans la prévention de la corruption et la lutte contre celle-ci.

Créer un réseau de femmes parlementaires au sein de GOPAC.

Mettre en œuvre les plans d'action élaborés par les groupes de travail mondiaux de GOPAC.

Aider les parlementaires à évaluer l'efficacité de leur rendement selon les critères de GOPAC.

Engager la population grâce à tous les moyens de communication disponibles et resserrer les liens tissés par GOPAC avec ses partenaires afin de mieux comprendre les coûts effarants de la corruption et le rôle du parlement et des parlementaires dans la prévention de la corruption et la lutte contre celle-ci.

Depuis sa création, l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) a pour mission de faire connaître aux parlementaires du monde entier les ressources et les réseaux nécessaires à l'élimination de la corruption.

Au cours de sa neuvième année, GOPAC a senti que 2011 devait être une année d'examen et de réflexion. C'est pour cette raison que nous avons entrepris un examen officiel de l'Organisation et de ses objectifs, activités et moyens de financement. Le résultat : un Plan d'affaires stratégique présentant une stratégie quinquennale claire.

Le Plan est basé sur trois objectifs interreliés visant à renforcer l'Organisation et à garantir que nos membres sont bien informés. En renforçant notre capacité, en améliorant l'expertise de pointe et en poursuivant notre lancée, nous pouvons nous consacrer à la recherche d'une meilleure reddition de comptes démocratique et mettre en branle une vraie lutte contre la corruption.

### Renforcer la capacité

Au cours des cinq prochaines années, GOPAC s'engage à renforcer les sections nationales existantes et à en créer de nouvelles. Grâce à une série d'ateliers pour les membres actuels et possibles, GOPAC accroîtra ses connaissances sur la lutte contre la corruption pouvant s'appliquer à l'échelon national. Ces ateliers permettront aux membres de GOPAC d'acquérir les connaissances essentielles à l'entraide et, finalement, de faire adopter des lois anticorruption et de surveiller des initiatives en ce sens dans leur pays.

### Améliorer l'expertise de pointe

Grâce à la création des groupes de travail mondiaux (GTM) sur des volets précis de la corruption, GOPAC formera ses propres experts pouvant transmettre l'information aux membres. En 2011, GOPAC a mis sur pied quatre GTM dans des domaines clés de la lutte contre la corruption : la lutte au blanchiment de capitaux, la Convention des Nations Unies contre la corruption, la surveillance parlementaire, et l'éthique et le code de conduite parlementaires. D'autres sujets et d'autres GTM seront envisagés dans les années à venir.

### Poursuivre notre lancée

Au cours des cinq prochaines années, GOPAC s'efforcera de faire sa place en tant que chef de file dans la lutte contre la corruption ayant les meilleures sources d'expertise et de ressources pour les parlementaires partout dans le monde. En 2011, GOPAC a amélioré son Sondage sur la surveillance mondiale, qui permettra d'obtenir plus de renseignements précis en vue du Rapport sur la surveillance mondiale, qui sera publié en 2012.

## Conférence mondiale des parlementaires contre la corruption

Les parlements et les parlementaires jouent un rôle essentiel dans l'assurance que la volonté du peuple est respectée, dans la reddition de comptes du gouvernement et dans l'application des lois et politiques visant le respect de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC). GOPAC jouit d'une position unique pour aider les parlementaires à bâtir la volonté politique pour l'action et à acquérir les compétences et outils nécessaires pour prévenir efficacement la corruption et mener une lutte efficace.

Afin d'avoir des membres engagés, informés et motivés, il est primordial de fournir à ceux-ci une occasion de partager et de discuter des questions et initiatives anticorruption. Nous devons les inspirer par les réussites des autres pays. C'est pour cette raison que GOPAC a créé la Conférence mondiale bisannuelle des parlementaires contre la corruption.


Du 11 au 13 mars 2011, plus de 350 dirigeants, membres, membres possibles et parties intéressées issus de 46 pays se sont réunis à Mexico, au Mexique, pour la quatrième Conférence mondiale.

La Conférence s'est déroulée alors qu'une vague révolutionnaire de manifestations et de protestation déferlait sur le nord de l'Afrique et le Moyen-Orient. L'agitation politique témoignait de l'état actuel des gouvernements dans ces régions. Les événements ont servi à renforcer l'importance d'une collaboration entre les parlementaires pour lutter en faveur de la saine gouvernance, de la transparence et de la reddition de comptes au gouvernement.

Au cours de l'événement de trois jours, les parlementaires ont pu participer à plus de 15 tables rondes portant sur divers sujets de la lutte contre la corruption. Les ateliers traitaient notamment de la surveillance, de l'examen et de la planification de quatre groupes de travail mondiaux (GTM) de GOPAC portant sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, sur la CNUCC, sur la surveillance parlementaire, et sur l'éthique et le code de conduite parlementaires. Chaque atelier d'un GTM s'est terminé par l'adoption d'une résolution présentant les engagements à venir.

À la fin de la Conférence, les membres ont adopté une déclaration selon laquelle GOPAC reconnaît le besoin d'une participation citoyenne accrue, de la transparence et de la reddition de comptes de la part du gouvernement. Les participants ont aussi renouvelé leur engagement à prévenir et à enrayer la corruption par l'entremise des moyens démocratiques disponibles.





*GOPAC cherche à empêcher les gouvernements entourés par une élite dirigeante de s'incruster dans une situation privilégiée dans leur société. Le privilège de gouverner vient avec la responsabilité de servir. Les parlementaires, élus par le peuple, ont la responsabilité de faire en sorte que le gouvernement serve le peuple, et non pas lui-même. Malheureusement, dans beaucoup trop de parties du monde, ce concept est vraiment étrange, là où remporter des élections est considéré comme gage de bonne fortune et de richesse – une richesse obtenue grâce à la corruption, aux dépens du peuple qui a voté pour ce qu'il croyait être un gouvernement honnête qui offrirait de l'éducation, les emplois et les services, comme les soins de santé, que tout le monde veut.*

## Partenariats et collaborations

Les partenariats et les collaborations jettent des assises solides sur lesquelles une organisation peut prendre de l'expansion. Au cours des dernières années, GOPAC a communiqué avec des organismes et des institutions ayant la même ligne de pensée afin d'offrir à ses membres l'information et les outils les plus actuels pour lutter contre la corruption.

En septembre 2011, la haute direction de GOPAC s'est rendue à Washington pour participer à l'Assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international/Banque mondiale. Dans le cadre de cette assemblée générale a eu lieu un forum sur la politique de la société civile au cours duquel GOPAC a coanimé une discussion en groupe sur l'éthique et le code de conduite parlementaires, et la reddition de comptes sociale, avec la Groupe Banque mondiale et le Partnership for Transparency Fund (fonds du partenariat pour la transparence). En plus d'agir à titre de modérateur du groupe de discussion, John Williams, PDG de GOPAC, a également fait une présentation sur l'éthique et le code de conduite parlementaires où il a notamment parlé du *Guide d'éthique régissant la conduite des parlementaires*. L'événement a également permis à GOPAC de tisser des liens avec la Banque mondiale et l'Agence américaine pour le développement international (USAID).



### Partenaires 2010-2011

Commission de la fonction publique des Philippines  
Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux  
Friedrich Ebert Stiftung  
Fonds monétaire international  
INTERPOL  
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)  
ParlAmericas  
Centre parlementaire  
Sénat des Philippines  
Revenue Watch Institute  
Sénat du Mexique  
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)  
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime  
Groupe Banque mondiale



## Communication de l'information



Un des avantages d'un réseau étendu de membres est la quantité inestimable d'information pouvant être communiquée partout sur le globe. Les leçons apprises dans un pays peuvent facilement être transposées pour aider des parlementaires d'un autre pays. GOPAC permet ce transfert d'information par l'organisation d'ateliers et la communication de l'information déjà obtenue depuis sa création. Les ateliers de GOPAC donnent aux parlementaires les ressources voulues pour prendre le contrôle de leur lutte contre la corruption.

### Atelier sur la Convention des Nations Unies contre la corruption

En octobre 2012, 36 parlementaires issus de 13 pays, dont des sénateurs et députés des Philippines, se sont réunis à Manille pour affirmer leur engagement à l'égard de la lutte contre la corruption. L'atelier de deux jours organisé par GOPAC visait à doter les législateurs des outils nécessaires à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC). L'événement a été supervisé par GOPAC et sa section régionale des Parlementaires de l'Asie du Sud-Est contre la corruption (SEAPAC).

Les réunions se sont concentrées sur la formulation de stratégies de lutte contre la corruption, la promotion de la transparence et le maintien de la reddition de comptes publique et de la saine gouvernance chez les pays membres de SEAPAC, où les parlements jouent un rôle clé.

Afin de mieux outiller nos membres, une partie de l'atelier était axée sur l'évaluation du rendement de chaque pays membre dans leur lutte contre la corruption : leur propre rôle dans la prévention de la corruption grâce aux lois, à la surveillance et à la représentation. Cela a également facilité l'établissement des forces et des faiblesses, de même que les domaines où il fallait apporter une assistance technique et renforcer le parlement pour la prévention. Cette évaluation a été effectuée grâce à la Trousse des parlementaires élaborée par GOPAC et le bureau d'Oslo responsable du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

### Atelier sur l'éthique et le code de conduite parlementaires

Dans le cadre du projet de mobilisation contre la corruption (Mobilizing Action Against Corruption Project) financé par USAID (l'Agence américaine pour le développement international), Casals & Associates a invité GOPAC à venir présenter aux parlementaires et à leur personnel un atelier au parlement de l'Arménie, les 19 et 20 mai 2011. L'atelier était axé sur les concepts de la gouvernance démocratique, la CNUCC, l'éthique et le code de conduite parlementaires et la création possible d'une section de GOPAC au sein du parlement de l'Arménie.

L'information a été transmise par l'entremise de deux représentants de GOPAC présents à l'événement : John Williams, PDG de GOPAC, et Ghassan Moukheiber, député du Liban, président de la section régionale arabe (Organisation des parlementaires de la région arabe contre



la corruption – ARPAC) et président du GTM sur l'éthique et le code de conduite parlementaires. On a pu voir dès le premier jour de l'atelier que l'Arménie pouvant grandement bénéficier du réseau de communications de GOPAC. Bien que l'Arménie ait signé et ratifié la CNUCC, les représentants de GOPAC ont pu voir que les participants à l'atelier n'étaient que très peu au courant de ce que cela signifiait pour le gouvernement de l'Arménie. GOPAC leur a rappelé que le parlement n'était pas précisément ciblé par la Convention, mais que la société civile se fiait aux élus pour motiver fortement un gouvernement récalcitrant à agir et à mettre en œuvre la CNUCC.

À la suite de cet événement, les participants ont manifesté un grand intérêt pour la création d'une section nationale de GOPAC en Arménie. Une telle section fournirait aux parlementaires arméniens un moyen de favoriser une meilleure gouvernance et la lutte contre la corruption dans leur parlement et partout dans le monde.





## Secrétariat mondial



Le Secrétariat mondial de GOPAC est le point de contact pour GOPAC et ses sections régionales et nationales. Il recueille et communique l'information au sujet de l'organisation et des sections, en plus de coordonner et de faciliter les activités des groupes de travail mondiaux.

Les nombreux projets, ateliers et conférences de 2010-2011 n'auraient pas pu avoir lieu sans les efforts constants du personnel de notre Secrétariat mondial :

John Williams, PDG

Andrea Blake, directrice

Roy Cullen, membre du Comité de gestion

John McCook, directeur des partenariats

Lesley Burns, conseillère en programme des groupes de travail mondiaux sur la surveillance parlementaire, et sur l'éthique et le code de conduite parlementaires

Pamela Groh, agente de programme, Amérique latine

Emilie Lemieux, assistante de programme

Ann Marie Paquet, agente de communications

Lynda Sprague, agente financière

Priya Sood, conseillère en programme des groupes de travail mondiaux sur la CNUCC, et contre le blanchiment de capitaux

Shelley Ziola, assistante administrative du PDG



## Conseil des directeurs

Le Conseil des directeurs de GOPAC est composé de parlementaires, anciens et actuels, issus de chacune des sections régionales de GOPAC. Ils consacrent leur temps et leur énergie à faire en sorte que l'Organisation fonctionne bien et à faire connaître GOPAC et son message anticorruption partout dans le monde.



### Comité exécutif

#### Président

Naser Al Sane  
Koweït

#### Vice-président

Sén. Edgardo J. Angara  
Philippines

#### Vice-président

Sén. Ricardo Garcia Cervantes  
Mexique

#### Vice-président

Given Lubinda  
Zambie

#### Secrétaire

Mary King  
Trinité-et-Tobago

#### Trésorier

Roy Cullen  
Canada

### Membres du Conseil des directeurs

Mamdouh Al Abbadi  
Jordanie

Mahi Bahi Ammar  
Algérie

Ndeye Gaye Cissé  
Sénégal

Musikari Kombo  
Kenya



## Bailleurs de fonds



La lutte contre la corruption est longue et ardue et nécessite le soutien de bon nombre d'organisations et de particuliers partout dans le monde. En 2010 et en 2011, GOPAC a pu assurer sa réussite notamment grâce au généreux soutien de ses bailleurs de fonds.



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Rapport des vérificateurs indépendants

Au Conseil des directeurs de :

## L'ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION

Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les états financiers de l'ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION, qui incluent le bilan financier en date du 30 septembre 2011, l'état des résultats d'exploitation et les changements de l'actif net, de même que les flux nets de trésorerie pour l'exercice qui vient de se terminer, et un résumé des politiques comptables importantes et d'autres renseignements explicatifs.

### La responsabilité de la direction en matière d'états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la juste présentation de ces états financiers, conformément aux principes comptables canadiens généralement reconnus. Elle a aussi la responsabilité d'effectuer des contrôles internes si elle le juge nécessaire afin de favoriser la préparation d'états financiers exempts de toute inexactitude importante, causée par la fraude ou par l'erreur.

### La responsabilité des vérificateurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers en nous basant sur notre examen. Nous avons effectué notre vérification conformément aux principes comptables canadiens généralement reconnus. Ces normes exigent de notre part le respect des exigences éthiques ainsi que la planification et la prestation d'une vérification visant à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes.

Une vérification nécessite le respect de procédures dans le but d'obtenir des preuves sur les montants et divulgations des états financiers. Les procédures choisies varient selon le jugement du vérificateur, dont l'évaluation des risques d'inexactitudes importantes des états financiers, causées par la fraude ou l'erreur. En évaluant ces risques, le vérificateur prend en compte le contrôle interne relatif à la préparation et à la juste présentation des états financiers de la part de l'organisation, dans le but d'élaborer les procédures d'examen appropriées aux circonstances, mais pas dans celui d'exprimer une opinion quant à l'efficacité du contrôle interne de l'organisation. L'examen inclut également l'évaluation du caractère approprié des politiques comptables adoptées et le caractère raisonnable des estimations comptables de la direction, de même que l'évaluation de la présentation générale des états financiers.





Nous croyons que les éléments probants obtenus sont suffisants et appropriés pour servir d'assises à l'opinion du vérificateur.

### Opinion

Dans notre opinion, les états financiers présentent de manière juste, dans tous les aspects matériels, la position financière de l'ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION en date du 30 septembre 2011, ainsi que son rendement financier et son flux de trésorerie pour l'exercice qui se termine, conformément aux principes comptables canadiens généralement reconnus.

Parker Prins Lebano, société professionnelle de comptables agréés  
Autorisé à pratiquer l'expertise comptable par l'Institut des comptables agréés de l'Ontario  
Ottawa, Ontario  
19 décembre 2011

# Résumé financier

30 SEPTEMBRE 2011

	2011	2010
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTUEL</b>		
Encaisse et équivalents d'encaisse non affectée	1 574 317 \$	201 396 \$
Comptes à recevoir	44 422	164 370
Charges payées d'avance	22 632	-
	<u>1 641 371</u>	<u>365 766</u>
ÉQUIVALENTS D'ENCAISSE AFFECTÉE (note 7)	<u>100 000</u>	<u>-</u>
	<u><u>1 741 371 \$</u></u>	<u><u>365 766 \$</u></u>
<b>PASSIF</b>		
<b>ACTIF</b>		
Comptes créditeurs et charges à payer	114 145 \$	283 773 \$
Produit comptabilisé d'avance	32 836	10 882
Fonds des Parlementaires de l'Amérique du Nord contre la corruption (NAPAC) en fiducie	1 615	1 615
Payable au Centre parlementaire – Parliamentary Centre	6 353	27 459
	<u>154 949</u>	<u>323 729</u>
<b>ACTIF NET</b>	<u>1 586 422</u>	<u>42 037</u>
	<u><u>1 741 371 \$</u></u>	<u><u>365 766 \$</u></u>





	2011	2010
<b>REVENUS</b>		
Subvention de l'Agence canadienne de développement international	648 459 \$	952 508 \$
Subvention de l'ACDI (programme de base)	-	24 524
Association parlementaire canadienne	-	7 224
Gouvernement du Koweït	1 960 682	-
Subvention de l'Agence internationale de développement des États-Unis (programme de l'ARPAC)	166 995	221 824
Subvention de l'Agence internationale de développement des États-Unis (programme de base)	-	7 197
Développement des Nations Unies	-	13 915
Intérêts et divers	-	50
	<u>2 776 136</u>	<u>1 227 242</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Salaires, avantages et frais généraux des employés	783 434	687 755
Frais de secrétaire de direction	24 225	21 582
Vérification financière	6 565	6 466
Dépenses de bureau	168 564	162 259
Dépenses de programmes	91 487	130 754
Voyage	157 476	186 153
	<u>1 231 751</u>	<u>1 194 969</u>
<b>SURPLUS DE REVENUS PAR RAPPORT AUX DÉPENSES</b>	1 544 385	32 273
<b>ACTIF NET DÉBUT D'EXERCICE</b>	<u>42 037</u>	<u>9 764</u>
<b>ACTIF NET FIN D'EXERCICE</b>	<u>1 586 422 \$</u>	<u>42 037 \$</u>



Secrétariat mondial de GOPAC  
255 rue Albert, Bureau 904  
Ottawa (Ontario)  
K1P 6A9 Canada

**[www.gopacnetwork.org](http://www.gopacnetwork.org)**



GLOBAL ORGANIZATION OF PARLIAMENTARIANS AGAINST CORRUPTION  
ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE PARLAMENTARIOS CONTRA LA CORRUPCIÓN